

Consultation publique de l'ART sur l'analyse des marchés du haut débit

Réponse de NC Numéricâble

En application de la Loi sur les Communications électroniques et la transposition de Directives européennes sur le sujet, dites du « paquet télécoms » en droit français, l'Autorité de régulation des télécommunications (l'ART) a mis en consultation publique l'analyse des marchés suivants :

- Les marchés de détail de l'accès large bande résidentiel et professionnel.
- Le dégroupage de la boucle locale.
- Les offres de gros d'accès large bande livrées au niveau régional.
- Les offres de gros d'accès large bande livrées en un point national.

Sachant qu'une régulation *ex-ante* des marchés des gros ne trouve de justification que lorsque des dysfonctionnements concurrentiels notables sont observés au niveau du détail (service fournis au public), l'ART est arrivée à diverses conclusions qui méritent les commentaires suivants de NC Numéricâble :

1. **Les marchés de détail de l'accès large bande résidentielle et professionnel**

Ces marchés se caractérisent par une intensité concurrentielle croissante. Cette dynamique a permis une baisse de tarifs, une montée en débits et une diversification des offres sur le marché (surtout avec le « multiple play »).

A cet égard, l'ART estime que ce marché n'est pas susceptible de faire l'objet d'une régulation *ex ante*, compte tenu de sa situation concurrentielle. Toutefois, l'ART a considéré que les marchés de gros en amont, c'est-à-dire le dégroupage de la boucle locale, les offres de gros d'accès large bande livrées au niveau régional et les offres de gros d'accès large bande livrées en un point national devraient être régulés afin de maintenir une dynamique concurrentielle forte sur le marché de détail.

NC Numéricâble partage l'opinion de l'ART sur le fait que l'accès large bande résidentiel et professionnel est de plus en plus concurrentiel. Toutefois, Wanadoo conserve à ce jour une forte avance sur ses concurrents (l'ART fait remarquer que Wanadoo détient de l'ordre de 50% du parc d'abonnés ADSL au 31 mars 2004). Or cette société, filiale de France Télécom, est en train d'être intégrée à sa maison mère ce qui pourrait provoquer à l'avenir une certaine opacité en terme de traitement comptable des données propres à l'activité de fournisseurs d'accès internet de France Télécom et favoriser le retour à des pratiques de mise à disposition des ressources en réseau dans des conditions beaucoup plus difficiles à contrôler.

[...]

2. Le dégroupage de la boucle locale (marché 11 de la liste de la CE)

Au niveau de la délimitation de ce marché, l'ART a exclu toutes les technologies d'accès alternative à la paire de cuivre (y compris le câble) et a estimé que le marché de « l'accès dégroupé à la boucle locale » a une dimension nationale, mis à part le cas particulier de Saint Pierre et Miquelon et il comprend l'accès total et partagé, pour l'accès aux boucles locales paire de cuivre et aux sous-boucles locales paire de cuivre.

France Télécom a été déclarée opérateur puissant sur ce marché. Les remèdes applicables consistent à faire droit à toute demande raisonnable d'accès à la boucle locale et aux ressources connexes. Par ailleurs, l'analyse prévoit de soumettre France Télécom à des obligations de non-discrimination, de transparence et notamment de publication d'une offre de référence. Elle prévoit enfin une orientation vers les coûts de l'accès et des ressources connexes au dégroupage ainsi qu'une obligation de séparation comptable.

La situation du câble dans cette analyse

Les réseaux câblés ont été exclus de l'analyse de ces marchés. Ainsi, par exemple, l'ART a précisé :

« ... Dans le même temps, la couverture des réseaux câblés, mis à niveau pour le haut débit, est plus restreinte (environ 400 000 lignes actives, et 30% de la population couverte potentiellement) et connaît une croissance plus modérée permettant d'envisager des économies d'échelles moindres sur le coût des offres d'accès haut débit par le câble dans les prochaines années. »

En outre, sur le réseau câble comme alternative à la boucle locale, l'ART a souligné :

« ... le dégroupage du réseau local câble ne pourrait se faire qu'au niveau du point de concentration (centre de distribution équivalent d'un sous répartiteur du réseau téléphonique cuivre) ou en pied d'immeuble, pour des contraintes liées à des questions d'amplification des signaux. Dans ces conditions, il apparaît qu'un opérateur qui souhaiterait avoir recours au dégroupage du réseau local câble, devrait investir dans des équipements dédiés à chaque immeuble ciblé et dans un réseau desservant chacun de ces immeubles. L'opérateur devrait donc consentir de forts coûts fixes pour desservir chaque immeuble supplémentaire, qui donne accès à une clientèle potentielle relativement réduite, d'environ une à quelques dizaines de lignes (...) Le recours à cette offre d'accès au réseau local câblé supposerait donc des investissements extrêmement lourds pour les opérateurs utilisant le dégroupage de la paire de cuivre, dont 80% équipés pour l'ADSL».

L'ART estime finalement peu probable qu'un cas d'augmentation faible mais non transitoire des prix du dégroupage de la paire de cuivre, les opérateurs alternatifs transfèrent leur demande vers l'accès au réseau local câblé, et donc que les réseaux câblés ne seront pas substituables à l'accès cuivre sur le marché de gros du dégroupage. L'Autorité propose d'exclure, pour cette analyse de marché, le câble du marché de gros du dégroupage.

NC Numéricâble partage l'opinion du régulateur, considérant qu'effectivement eu égard à leur développement, à leur implantation géographique et au caractère non substituable de l'offre câble en terme de dégroupage de la boucle locale, les réseaux câblés ne peuvent être inclus dans le périmètre de cette analyse de marché.

3. Les offres de gros d'accès large bande livrées au niveau régional

Ce marché pertinent comprend à la fois les offres destinées *in fine* à la clientèle résidentielle et les offres plus adaptées à la clientèle professionnelle et ce quel que soit le protocole de transport mis en œuvre. Les offres livrées en IP et en ATM font partie de ce marché.

Il faut souligner que les offres régionales étaient régulées selon des modes distincts dans le cadre précédent. Suite à l'analyse des marchés, l'ART propose d'offrir un cadre de régulation commun à toutes ces offres.

Eu égard au développement du câble et de son offre internet, de son implantation géographique encore limitée, au fait qu'aucune offre n'a jamais été commercialisée par les câblo-opérateurs sur le marché de gros en France et que c'est également le cas en dehors de la France, l'ART considère comme « fortement improbable l'émergence d'offres de gros haut débit régionales fournies par les câblo-opérateurs substituables à des offres haut débit DSL » à l'horizon 2007.

France Télécom a été déclarée opérateur puissant sur ce marché. Les remèdes applicables consistent à faire droit à toute demande raisonnable d'accès et aux ressources connexes. Par ailleurs, l'analyse prévoit de soumettre France Télécom à des obligations de non-discrimination, de transparence et notamment de publication d'une offre de référence. Elle prévoit enfin une orientation vers les coûts de l'accès et des ressources connexes au dégroupage ainsi qu'une obligation de séparation comptable.

NC Numéricâble partage l'analyse de l'ART quant à l'exclusion du câble de ce marché.

4. Les offres de gros d'accès haut débit DSL livrées en un point national

Ce marché ne figure pas dans les marchés définis par la Commission Européenne.

L'ART considère, toutefois, que le maintien d'une régulation ex ante transitoire de l'offre de gros nationale demeure nécessaire tant que la concurrence n'aura pas atteint une maturité suffisante. France Télécom, en tant qu'opérateur puissant dans ce marché devrait respecter des obligations sur l'absence de discrimination vis-à-vis des autres acteurs et leur information sur les évolutions tarifaires, la séparation comptable ainsi que l'obligation de ne pas pratiquer de tarifs d'éviction à l'encontre des concurrents.

Le câble est à nouveau exclu de ce marché pour les mêmes raisons que celles développées à l'occasion de l'analyse de marché des offres de gros au niveau régional : pas d'offre existante, croissance modérée de l'internet haut débit sur le câble, implantation géographique plus limitée

NC Numéricâble partage l'analyse de l'ART quant à l'exclusion du câble de ce marché.